

*Pouvoir d'emprunt*

**M. Evans:** Monsieur le Président, comme toujours j'ai été très attentif à ce qu'a dit mon collègue. Il a tenu un langage fort raisonnable. Cependant, il semble avoir basé son discours sur le principe suivant: il faut faire en sorte que le système capitaliste se développe selon ses propres forces et j'en conviens avec le député. Mais ailleurs dans son discours je crois que le député s'est contredit et je voudrais qu'il m'explique les deux déclarations suivantes; d'abord celle qui a trait à l'industrie énergétique alors qu'il a dit: «Nous devons coordonner les activités énergétiques afin que l'industrie pétrochimique et l'industrie pétrolière évoluent dans l'harmonie». Quand il dit «nous», désigne-t-il le gouvernement et si oui, cela ne suppose-t-il pas une certaine forme de planification centrale de tout le secteur pétrochimique et pétrolier? Il a affirmé ensuite que nous devons adopter des principes de gestion tels que nous pourrions adapter les aptitudes professionnelles aux besoins de notre pays. Peut-on en déduire que le gouvernement va déterminer quelles compétences sont essentielles et quels besoins doivent être satisfaits? Si oui, cela ne va-t-il pas à l'encontre des principes de la libre entreprise qu'il a exposés?

● (1750)

**M. Mazankowski:** Je remercie le député de sa question. Si j'ai parlé de «gestion» et «d'adaptation» j'ai laissé la mauvaise impression, car on sait qu'avant l'instauration du programme énergétique national, nos industries pétrolières et pétrochimiques se portaient bien. Depuis le PEN, toutes deux sont malades. Je voulais dire en fait que non seulement le PEN a détruit l'industrie pétrolière comme nous le savons bien, mais il a aussi complètement désorganisé l'industrie pétrochimique. En fait, à cause des lourdes taxes de pré-production—eh bien, je vais attendre que le député en ait fini avec le ministre de l'Industrie et du Commerce qui aurait dû résoudre ce problème au lieu de le couvrir.

Donc, à cause des lourdes taxes de pré-production sur la matière première de l'industrie pétrochimique, nos industriels ne sont plus aussi efficaces que leurs concurrents étrangers.

En ce qui concerne la main-d'œuvre, le gouvernement fédéral étant le grand responsable de la politique économique et de la politique d'immigration, il est en mesure de déterminer quels sont nos besoins, où sont les compétences, et le nombre d'arrivants qui s'installeront à Toronto ou Montréal. En somme, plus que les autres pouvoirs publics, le gouvernement fédéral est en mesure de prendre les initiatives nécessaires. C'est donc lui qui établit la politique économique et la politique d'immigration. Peut-être que j'empiète sur le domaine provincial, mais je pense que les gouvernements devront collaborer davantage pour faire correspondre les compétences des travailleurs aux besoins de la nation.

**M. Evans:** Monsieur le Président, en ce qui concerne les industries pétrolières et pétrochimiques, comment le député explique-t-il que les prix du pétrole aient diminué au lieu d'augmenter, et comment l'industrie pétrolière en a-t-elle souffert? Est-ce la cause du PEN ou faut-il croire que ce sont les mécanismes de la libre entreprise qui ont mis en danger la viabilité de l'industrie pétrolière et de l'industrie pétrochimique non seulement au Canada, mais aux États-Unis et dans les

pays sous-développés producteurs de pétrole? La libre entreprise n'a-t-elle pas fait beaucoup de tort à cette industrie?

**M. Mazankowski:** Certainement pas, monsieur le Président. En fait, les pays consommateurs de pétrole se sont jetés à la merci des pays de l'OPEP parce qu'au lieu d'accepter de payer l'énergie plus cher certains pays comme le Canada ont cherché à atténuer les effets de la hausse des prix. Cela a simplement permis aux prix de se maintenir à un niveau élevé. Parce que les États-Unis ont cessé de réglementer l'industrie et parce que les consommateurs ont économisé l'énergie et réduit leur consommation et que de nouveaux gisements ont été découverts, le cartel de l'OPEP est en train de s'effondrer. A cause de cela, c'est le marché qui oblige le prix du pétrole à baisser. Tout ce que nous avons accompli en essayant de protéger nos consommateurs, ce qui a d'ailleurs imposé un très lourd fardeau au Trésor public, a été de maintenir les prix élevés que nous devions à l'OPEP.

**M. Axworthy:** Monsieur le Président, je voudrais simplement poser quelques questions au député. J'ai été étonné en écoutant son discours de constater à quel point il n'était pas au courant de ce que nous avons fait jusqu'ici. Je voudrais poser ces questions en partie pour la forme parce que je m'étonne de voir que quelqu'un qui se fait passer pour un expert dans un si grand nombre de domaines ignore tant de faits.

Par exemple, puisque le député voudrait que la main-d'œuvre soit mieux adaptée aux besoins, sait-il qu'il existe déjà un nouveau programme appelé Système canadien des prévisions de la main-d'œuvre selon lequel les provinces, les entreprises et les syndicats collaboreront pleinement pour désigner les occupations d'importance nationale en fonction de renseignements obtenus de toutes les sources, qu'un modèle a déjà été mis au point, qu'une conférence a eu lieu et que le système a été instauré?

Quand le député prend la parole il devrait au moins essayer de baser ces conclusions sur des faits, même si je sais que les députés d'en face n'ont pas l'habitude de se laisser leurrer par les faits.

Quand le député réclame de nouveaux programmes de main-d'œuvre, se rend-il compte que son propre caucus s'est prononcé l'année dernière en faveur d'une nouvelle loi nationale sur la formation qui nous a permis cette année d'augmenter de 20 p. 100 le budget de nos programmes de formation de la main-d'œuvre? Sait-il que ce mois dernier, nous avons fourni environ 2.5 milliards de dollars pour l'installation d'un système CAO-CAM au Nouveau-Brunswick et que nous avons aussi affecté des fonds à l'Ontario pour le collège Ryerson et 14 autres collèges communautaires? Sait-il que nous avons fourni de l'argent au collège Holland dans l'Île-du-Prince-Édouard et que nous avons dépensé 14 millions de dollars en Colombie-Britannique, y compris dans la circonscription du député Vancouver-Centre (M<sup>lle</sup> Carney), pour favoriser l'utilisation de nouvelles techniques informatiques? Dans l'espace d'un an, la nouvelle loi nationale sur la formation nous a permis de faire passer de 25 à 30 p. 100 le nombre de personnes inscrites aux cours de formation dans les domaines hautement spécialisés.